

Démarche : FONDS VERT - Accompagnement pour l'adaptation des territoires littoraux au recul du trait de côte

Organisme : Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature

Identité du demandeur

Email

Formulaire

Demande de subvention au titre du Fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires.

Axe 2 | Accompagnement pour l'adaptation des territoires littoraux au recul du trait de côte

Retrouvez toutes les informations sur cette mesure du Fonds Vert dans le cahier d'accompagnement des porteurs de projet et des services instructeurs :

https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/Cahier%20accompagnement_Axe2_Recul%20trait%20c%C3%B4te.pdf.

Votre dossier sera enregistré automatiquement après chaque modification. Vous pourrez donc y revenir à tout moment pour le compléter puis le déposer.

Comment avez-vous connu cette mesure du fonds vert ?

Cochez la mention applicable, une seule valeur possible

☐ Par Aides-territoires

☐ Par un service de l'Etat

☐ Via la communication officielle sur le fonds vert

☐ Par la presse spécialisée

☐ Autre :

Votre dossier de demande 100% dématérialisé

Pour constituer votre dossier de demande de subvention fonds vert, les sections suivantes sont à compléter :

1. Informations sur le porteur de projet
2. Présentation générale du projet
3. Description du projet
4. Critères d'appréciation du projet
5. Faisabilité réglementaire
6. Plan de financement

Votre dossier est enregistré automatiquement après chaque modification. Vous pouvez à tout moment fermer la fenêtre et reprendre plus tard là où vous en étiez.

Nature du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage est celui qui, par défaut, perçoit la subvention du fonds vert et effectue les dépenses du projet.
Dans le cas d'un projet avec plusieurs co-porteurs, leur identification et les relations entre eux sont à préciser dans la suite du formulaire le cas échéant.

Cochez la mention applicable, une seule valeur possible

☐ Commune

☐ EPCI

☐ Conseil départemental

☐ Conseil régional

☐ SEM

☐ SPL

☐ SeMoP

☐ Etablissement public d'aménagement (EPA)

☐ Etablissement public foncier (EPF)

☐ Bailleur social

☐ Entreprise privée (concessionnaire, délégataire, mandataire)

☐ Autre :

Mon organisation est située dans l'un des deux territoires suivants et ne dispose pas de n° SIRET.

Cochez la mention applicable, une seule valeur possible

☐ Polynésie Française

☐ Nouvelle-Calédonie

Dénomination - Raison sociale

Adresse du siège social

Numéro TAHITI

Numéro RIDET

Représentant légal du maître d'ouvrage

Maire, président d'EPCI, de conseil départemental, conseil régional...

Civilité

☐ M.

Nom

Prénom

Fonction

Identification de la personne mandatée pour déposer la demande d'aide

Personne qui remplit ce formulaire et dépose le dossier sur la plateforme demarches-simplifiees.fr/

Civilité

☐ Mme

☐ M.

Nom

Prénom

Fonction

La personne mandatée n'appartient pas à la structure en charge de la maîtrise d'ouvrage du projet

Cocher la case si concerné.

Cochez la mention applicable

☐ Oui

☐ Non

Siret de la structure de la personne mandatée

SIRET

Dénomination

Forme juridique

Email

Téléphone

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

☐

Saisir le relevé d'identité bancaire du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage agit :

Cochez la mention applicable, une seule valeur possible

☐ En qualité de concessionnaire, délégataire ou mandataire

☐ Pour son compte propre

☐ Autre :

Identification de la collectivité ou de l'établissement public compétent.

SIRET

Dénomination

Forme juridique

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

☐ Joindre une lettre d'accord de la collectivité compétente sur le projet tel que présenté dans le dossier.

Ce dossier fait-il l'objet d'un co-portage ?

Cochez la mention applicable

☐ Oui

☐ Non

Co-porteur(s)

2. Présentation générale du projet

Nom du projet

Lieu de réalisation du projet

Quelle est l'échelle géographique de votre projet ?

Vous pourrez ajouter plusieurs collectivités d'un même niveau si nécessaire.

Cochez la mention applicable, une seule valeur possible

☐ Régionale

☐ Départementale - Collectivités d'outre-mer

☐ Intercommunale

☐ Communale

Région(s)

Département(s) - Collectivité(s) d'outre-mer

Établissement(s) public(s) de coopération intercommunale

Commune(s)

Adresse principale du projet

Facultatif, à préciser dans le cas où le projet dispose d'une adresse identifiable.

Pouvez-vous décrire sur une carte la localisation géographique de votre projet ?

Ou pouvez-vous téléverser un fichier de données géographiques au format KML ou GPX décrivant votre projet ?

Cochez la mention applicable

☐ Oui

☐ Non

Positionnement géographique du projet

Zonage(s) spécifique(s)

Sélectionner les types de zone éventuellement concernée par le projet.

Cochez la mention applicable, plusieurs valeurs possibles

☐ Quartiers prioritaires de la politique de la Ville (QPV) - NPNRU - ANRU

☐ Action Cœur de Ville (ACV)

☐ Petites Villes de Demain (PVD)

☐ ÉcoQuartier

☐ Territoires Engagées pour la Nature (TEN)

☐ Opération de revitalisation du territoire (ORT)

☐ Opération d'intérêt national (OIN)

☐ Projet partenarial d'aménagement (PPA)

☐ Zones de revitalisation rurale (ZRR)

☐ Territoires d'industrie (TI)

☐ Avenir montagne

Le projet est-il prévu dans un CRTE (Contrat de relance et de Transition écologique) ?

Cochez la mention applicable, une seule valeur possible

☐ Oui

☐ Non

☐ Ne sait pas

Le projet est-il prévu dans un CPER (Contrat de Plan État-Région) ou dans un avenant au CCT (Contrat de Convergence et de Transformation) ?

Cochez la mention applicable, une seule valeur possible

☐ Oui

☐ Non

☐ Ne sait pas

Dates prévisionnelles de réalisation du projet

Date prévisionnelle de début d'exécution de l'opération

Date prévisionnelle de la première dépense du projet : études ou travaux.

Date prévisionnelle de fin d'exécution de l'opération

Date prévisionnelle de la dernière dépense du projet.

Besoin en ingénierie et financement complémentaire via la Banque des Territoires

Avez-vous besoin d'une ingénierie opérationnelle pour sécuriser et stabiliser votre projet (notamment d'un point de vue technique, juridique et financier) ?

Cochez la mention applicable

☐ Oui

☐ Non

Pouvez-vous préciser la nature de votre besoin et votre calendrier ?

Aurez-vous besoin d'un financement complémentaire avec un prêt dédié ?

Cochez la mention applicable, une seule valeur possible

☐ Oui

☐ Non

☐ A étudier

Autre(s) candidature(s) - Fonds vert, DETR, DSIL

Concernant le projet présenté, avez-vous déjà déposé - ou prévu de déposer - une autre demande de subvention de type fonds vert, DETR ou DSIL ?

Cochez la mention applicable, une seule valeur possible

☐ Oui - La demande a déjà été déposée

☐ Oui - La demande doit être déposée ultérieurement

☐ Non

Préciser le type de subvention

Cochez la mention applicable, plusieurs valeurs possibles

☐ Demande au titre du fonds vert

☐ DETR

☐ DSIL

FONDS VERT - Accompagnement pour l'adaptation des territoires littoraux au recul du trait de c

Sélectionner la mesure concernée

Cochez la mention applicable, une seule valeur possible

- ☐ Rénovation énergétique des bâtiments publics locaux
- ☐ Rénovation des parcs de luminaires d'éclairage public
- ☐ Renforcement du tri à la source et de la valorisation des biodéchets
- ☐ Prévention des inondations
- ☐ Renforcement de la protection des bâtiments des COM contre les vents cycloniques
- ☐ Prévention des risques d'incendies de forêt
- ☐ Adaptation aux risques émergents en montagne
- ☐ Adaptation au recul du trait de côte
- ☐ Renaturation des villes
- ☐ Accompagnement du déploiement de Zones à faibles émissions mobilité
- ☐ Covoiturage
- ☐ Recyclage des friches
- ☐ Accompagnement de la stratégie nationale biodiversité 2030

Saisir le numéro de dossier correspondant à cette demande.

Vous pouvez retrouver ce numéro de dossier sur votre compte Démarches Simplifiées, dans l'onglet mes dossiers sur www.demarches-simplifiees.fr/dossiers.

Avez-vous un autre projet sur lequel vous avez déjà déposé - ou prévu de déposer - une autre demande de subvention de type fonds vert, DETR ou DSIL ?

Cochez la mention applicable, une seule valeur possible

- ☐ Oui - La demande a déjà été déposée
- ☐ Oui - La demande doit être déposée ultérieurement
- ☐ Non

Préciser le type de subvention

Cochez la mention applicable, plusieurs valeurs possibles

- ☐ Demande au titre du fonds vert
- ☐ DETR
- ☐ DSIL

Sélectionner la mesure concernée

Cochez la mention applicable, une seule valeur possible

- ☐ Rénovation énergétique des bâtiments publics locaux
- ☐ Rénovation des parcs de luminaires d'éclairage public
- ☐ Renforcement du tri à la source et de la valorisation des biodéchets
- ☐ Prévention des inondations

FONDS VERT - Accompagnement pour l'adaptation des territoires littoraux au recul du trait de c

- ☐ Renforcement de la protection des bâtiments des COM contre les vents cycloniques
- ☐ Prévention des risques d'incendies de forêt
- ☐ Adaptation aux risques émergents en montagne
- ☐ Adaptation au recul du trait de côte
- ☐ Renaturation des villes
- ☐ Accompagnement du déploiement de Zones à faibles émissions mobilité
- ☐ Covoiturage
- ☐ Recyclage des friches
- ☐ Accompagnement de la stratégie nationale biodiversité 2030

Saisir le numéro de dossier correspondant à cette demande.

Vous pouvez retrouver ce numéro de dossier sur votre compte Démarches Simplifiées, dans l'onglet mes dossiers sur www.demarches-simplifiees.fr/dossiers.

3. Description du projet

Cocher la (ou les) case(s) correspondant à votre projet

Cochez la mention applicable, plusieurs valeurs possibles

- ☐ Cartes locales de projection du recul du trait de côte aux horizons 30 ans et 30-100 ans.
- ☐ Actions de recomposition des territoires, contractualisées avec l'Etat dans le cadre de projets partenariaux d'aménagement (PPA).
- ☐ Expérimentations d'adaptation ou de relocalisation d'équipements d'hôtellerie de plein air (campings).

Éligibilité - Cartes locales de projection

Cette mesure vise exclusivement :

- les communes identifiées dans le décret défini par l'article L321-15 du code de l'environnement établissant la liste des communes dont l'action en matière d'urbanisme et la politique d'aménagement doivent être adaptées aux phénomènes hydro-sédimentaires entraînant l'érosion du littoral ;
- sur mandat des communes, les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) compétents dont au moins l'une des communes littorales est identifiée dans ce même décret. La cartographie réalisée pour des communes du même EPCI et ne figurant pas dans la liste pouvant alors bénéficier de la même manière du concours financier du fonds.

Je confirme mon éligibilité à la mesure

Cochez la mention applicable

- ☐ Oui
- ☐ Non

Éligibilité - Actions de recomposition des territoires

Sont éligibles aux contrats de PPA tous les projets de recomposition territoriale, portés par les EPCI.

Les établissements publics d'aménagement, les agences des 50 pas géométrique et le conservatoire du littoral peuvent également être bénéficiaires de ces aides, si le projet qu'ils portent participe à la recomposition territoriale sur leur périmètre de compétence, ainsi que les établissements publics fonciers, pour le compte de collectivités concernées par le recul du trait de côte avec lesquelles ils ont signé une convention d'intervention foncière.

Tous les EPCI littoraux dont au moins une commune est soumise au phénomène d'érosion du littoral sont éligibles à une démarche de PPA.

Dans une logique de cohérence de l'action publique et afin de potentialiser l'intégralité des outils opérationnels dédiés à la recomposition des territoires littoraux, toutes les communes littorales de l'EPCI menacées par l'érosion devront avoir délibéré favorablement en vue de leur inscription au décret défini par l'article L321-15 du code de l'environnement établissant la liste des communes dont l'action en matière d'urbanisme et la politique d'aménagement doivent être adaptées aux phénomènes hydro-sédimentaires entraînant l'érosion du littoral.

A défaut, lors de la saisine du préfet, les communes doivent avoir pris l'engagement de délibérer au sujet de leur inscription à ce décret. La délibération négative d'une commune menacée par l'érosion est une clause suspensive du contrat, dont le périmètre sera alors ré-ajusté et limité aux seules communes littorales ayant délibéré favorablement.

L'EPCI concerné est engagé et est à l'initiative avec la/les communes du démarrage de la démarche.

Je confirme mon éligibilité à la mesure.

Cochez la mention applicable

☐ Oui

☐ Non

Éligibilité - Expérimentations d'adaptation ou de relocalisation d'équipements d'hôtellerie de plein air

Les porteurs de projet éligibles sont les maîtres d'ouvrage des projets, sous réserve que leur projet respecte les règles européennes applicables aux aides d'État :

- Les EPCI, les communes, et leurs opérateurs (SEM, SPL, SeMoP) ;
- Les propriétaires ou les exploitants d'infrastructures d'hôtellerie de plein air.

Seules seront soutenues les actions ou opérations d'aménagement réalisées dans les communes figurant au décret défini par l'article L321-15 du code de l'environnement.

Je confirme mon éligibilité à la mesure.

Cochez la mention applicable

☐ Oui

☐ Non

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

☐ Joindre un document de présentation de votre projet (incluant le calendrier de réalisation)

Il est attendu que ce document réponde aux différentes attentes détaillées dans le cahier d'accompagnement. Il est notamment attendu les précisions suivantes : le périmètre de projet envisagé, le contexte local, les objectifs opérationnels poursuivis par le projet, le périmètre des acteurs associés au contrat, et une première évaluation du besoin de financement au titre du fonds vert.

Résumé du projet (10 lignes)

4. Critère d'appréciation du projet

Ambition écologique du projet

"Avec le projet déposé, je vais améliorer "

En quelques phrases, indiquez en quoi votre projet contribue à l'amélioration de la résilience des territoires face au changement climatique et à la diminution de la vulnérabilité des personnes et des biens.

Nombre de communes couvertes par le périmètre de l'étude

Nombre de communes concernées par le projet présenté et inscrites dans le décret prévu par L 321-15 du code de l'environnement

Nombre de communes concernées par le projet présenté et non inscrites dans le décret

Nombre total de communes concernées par le projet présenté

Linéaire côtier objet de l'étude (ML total)

Nombre de communes concernées par le PPA

Type de PPA

Cochez la mention applicable, plusieurs valeurs possibles

☐ Préfiguration

☐ Opérationnel

Le projet est-il compatible aux stratégies et documents de planification (SRADDET, SDRIF, SAR, PADDUC etc.), d'urbanisme (SCOT, PLU-i, carte communale) et de programmation (PLH notamment)

Cochez la mention applicable, plusieurs valeurs possibles

☐ SRADDET / SAR /PADDUC

☐ SCOT

☐ PLU(i) / PLU / carte communale

☐ PLH

☐ Autre (préciser)

Autre - Préciser

Quelle est l'intervention prévue par le porteur de projet?

Cochez la mention applicable, plusieurs valeurs possibles

☐ Acquisition de biens exposés par le recul du trait de côte

☐ Renaturation sur la zone exposée au recul du trait de côte

☐ Relocalisation d'activité en rétrolittoral

Sur la zone 0-30 - quand la programmation urbaine est connue - préciser les surfaces suivantes :

Si la programmation n'est pas connue, vous pouvez laisser le champs vide. ou l'item n'est pas concerné, mettre 0.

Quelles surfaces foncières acquises ?

Surface en m²

Quelles surfaces de plancher (SDP) acquises (en SDP de logements, activités, équipements public) ?

Surface en m²

Quelles surfaces foncières renaturées?

Surface en m²

Quelles SDP démolies (en SDP de logements, activités, équipements publics) ?

Surface en m²

En rétrolittoral - si la programmation urbaine est connue - préciser les éléments suivants :

Si la programmation n'est pas connue, vous pouvez laisser le champs vide. ou l'item n'est pas concerné, mettre 0.

EN LOGEMENT

En surface de plancher (en m²)

EN LOGEMENT

En nombre de logements

EN ACTIVITE ECONOMIQUE

En surface de plancher (en m²)

EN EQUIPEMENT

En surface de plancher (en m²)

Avez-vous l'intention de recourir à une dérogation loi Littoral ?

Cochez la mention applicable

☐ Oui

☐ Non

Dérogation à détailler

Avez-vous l'intention d'avoir recours à un BRAEC?

Cochez la mention applicable

☐ Oui

☐ Non

Si oui, expliquer pourquoi.

Quel est le montage opérationnel envisagé pour le financement des équipements publics (taxe d'aménagement, ZAC, PUP...)

Cochez la mention applicable, une seule valeur possible

☐ ZAC

☐ Taxe d'aménagement

☐ Permis d'aménager

☐ Projet urbain partenarial

☐ Autre :

Quel est le mode de réalisation envisagé (régie, mandat, concession...) .

Cochez la mention applicable, une seule valeur possible

☐ Régie

☐ Mandat

☐ Concession

☐ Autre :

Pièces jointes

FONDS VERT - Accompagnement pour l'adaptation des territoires littoraux au recul du trait de cote

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

- ☐ Délibération de la collectivité porteuse du projet

Ce document pourra être fourni ultérieurement dans le cas où la délibération n'est encore intervenue.

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

- ☐ Une lettre d'intention de l'EPCI (ou le cas échéant des communes concernées) confirmant le soutien à l'engagement dans la démarche et présentant l'économie générale du projet faisant l'objet du contrat

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

- ☐ Une carte présentant le périmètre de l'opération d'aménagement

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

- ☐ Une carte présentant le périmètre de l'opération avec mention des noms des communes incluses dans ce périmètre

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

- ☐ Une carte précisant la localisation du projet dans le périmètre intercommunal

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

- ☐ Pour les communes non inscrites dans le décret prévu par L 321-15 du code de l'environnement : une lettre d'engagement à s'inscrire dans le décret

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

- ☐ Une note précisant les enjeux du projet, en particulier la réponse aux 4 défis de la démarche « Habiter la France de demain » que sont la sobriété, la résilience, l'inclusion et la productivité

Contenu de la note,

En fonction de la maturité des projets (PPA de préfiguration ou opérationnel), la note comprendra utilement, en plus des pièces susmentionnées, dans la mesure du possible :

- La liste des études préalables, réglementaires et pré-opérationnelles menées et restant à mener ;
- La compatibilité aux stratégies et documents de planification (SRADDET, SDRIF, SAR, PADDUC etc.), d'urbanisme (SCOT, PLU-i, carte communale) et de programmation (PLH notamment) ;
- Les acteurs et partenaires de la démarche, en particulier l'aménageur (la collectivité en propre, ou une SEM, SPL, un EPA, un aménageur privé...), voire l'opérateur de portage foncier (EPF, foncière ...) ;
- La stratégie foncière envisagée (acquisition de tout ou partie du foncier, à l'amiable, par préemption ou expropriation) ;
- La programmation urbaine du projet en distinguant les acquisitions / sécurisation / renaturation sur la zone exposée au recul du trait de côte (emprises foncières et destination des surfaces acquises : logement, activités économiques avec peut être un focus sur les activités liés au tourisme et celles liées à l'exploitation des ressources maritimes, équipements publics) ... et les aménagements en rétro littoral (précisant en particulier les productions prévisionnelles de surfaces de plancher de logements, de surfaces économiques et équipements publics en m²) ;
- L'intention de recourir à une dérogation loi Littoral (dérogation à détailler) ;
- L'intention d'avoir recours à un BRAEC ;
- Le montage opérationnel pour le financement des équipements publics (taxe d'aménagement, ZAC, PUP...) et les modes de réalisation (régie, mandat, concession...)

FONDS VERT - Accompagnement pour l'adaptation des territoires littoraux au recul du trait de cote
- Le bilan économique prévisionnel conforme au cadrage national à joindre, avec un détail sur l'évaluation des biens exposés au recul du trait de côte.

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

- ☐ Joindre une note présentant tout élément de contexte permettant d'identifier les enjeux autour du projet et les besoins identifiés en vue du diagnostic.

Autres documents utiles à la bonne compréhension du projet

5. Faisabilité réglementaire

Procédures administratives nécessaires et obtenues

Quelles sont les procédures administratives nécessaires et obtenues à la bonne réalisation du projet ?

Cochez la mention applicable, plusieurs valeurs possibles

- ☐ Autorisations d'urbanisme
- ☐ Mise en conformité des documents d'urbanisme (MECDU)
- ☐ Archéologie Préventive
- ☐ Autorisation environnementale (préciser)
- ☐ Evaluation environnementale (préciser)
- ☐ Etude de sécurité et de sûreté publiques (ESS)
- ☐ Etude d'énergie renouvelable (ER)
- ☐ Autres (préciser)
- ☐ Non concerné

Préciser

Autorisations environnementales, évaluations environnementales, Autres.

Quelles sont les procédures administratives nécessaires à la bonne réalisation du projet et encore en cours ou restant à lancer ?

Cochez la mention applicable, plusieurs valeurs possibles

- ☐ Autorisations d'urbanisme
- ☐ Mise en conformité des documents d'urbanisme (MECDU)
- ☐ Archéologie Préventive
- ☐ Autorisation environnementale (préciser)
- ☐ Evaluation environnementale (préciser)
- ☐ Etude de sécurité et de sûreté publiques (ESS)
- ☐ Etude d'énergie renouvelable (ER)
- ☐ Autres (préciser)
- ☐ Non concerné

Préciser.

Autorisations environnementales, évaluations environnementales, Autres.

--

6. Plan de financement

PLAN D'INVESTISSEMENT

Les montants sont à indiquer en euro HT.

DEPENSES

TOTAL DES DEPENSES

--

• Acquisitions foncières et frais annexes

--

• Etudes

--

• Travaux

--

• Travaux de démolition

--

• Travaux de relocalisation

--

• Prestation de maîtrise d'ouvrage

--

• Taxes et redevances

--

• Autres dépenses

--

RECETTES

TOTAL DES RECETTES

--

• Montant de l'aide demandée dans le cadre du fonds vert pour la mesure "trait de côte"

--

>> Dont montant demandé pour la partie "Cartes locales de projection"

A préciser uniquement si votre projet concerne plusieurs axes parmi ""Cartes locales de projection", ""Actions de

FONDS VERT - Accompagnement pour l'adaptation des territoires littoraux au recul du trait de cote

recomposition des territoires dans le cadre de PPA", ""Expérimentations d'adaptation ou de relocalisation d'équipements d'hôtellerie de plein air".

>> Dont montant demandé pour la partie "Actions de recomposition des territoires dans le cadre de PPA" .

A préciser uniquement si votre projet concerne plusieurs axes parmi ""Cartes locales de projection", ""Actions de recomposition des territoires dans le cadre de PPA", ""Expérimentations d'adaptation ou de relocalisation d'équipements d'hôtellerie de plein air".

>> Dont montant demandé pour la partie "Expérimentations d'adaptation ou de relocalisation d'équipements d'hôtellerie de plein air"

A préciser uniquement si votre projet concerne plusieurs axes parmi ""Cartes locales de projection", ""Actions de recomposition des territoires dans le cadre de PPA", ""Expérimentations d'adaptation ou de relocalisation d'équipements d'hôtellerie de plein air".

• Cessions

• Loyers

• Contributions publiques

Hors aide demandée dans le cadre du fonds vert

• Subventions

Hors aide demandée dans le cadre du fonds vert

• Produits divers

• Prêts bancaires

BILAN FINANCIER DE L'OPÉRATION

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

☐ Bilan financier de l'opération.

Vous avez la possibilité de joindre au format Excel ou OpenOffice un bilan financier détaillé de l'opération afin de rendre lisibles les principales imputations en termes de dépenses et de recettes, le montant de subvention demandé, et les calendriers associés aux dépenses subventionnables.

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

☐ Joindre une estimation financière de l'opération.

Synthèse des subventions et aides publiques

Pour tout porteur de projet dont la subvention est soumise au décret du 25 juin 2018,

FONDS VERT - Accompagnement pour l'adaptation des territoires littoraux au recul du trait de cote
joindre un tableau indiquant les subventions et les aides publiques, de toute nature, directes et indirectes, attribuées par des personnes publiques au porteur de projet conformément au modèle en annexe de l'arrêté du 2 août 2019.

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

☐ Tableau indiquant les subventions et les aides publiques

Conformément au modèle en annexe de l'arrêté du 2 août 2019.

Régime des aides d'Etat

Si votre dossier est susceptible d'être soumis au régime des aides d'Etat, vous pouvez fournir tout élément à ce sujet et le service instructeur pourra revenir vers vous

Pièces justificatives relatives au régime des aides d'Etat

Non commencement du projet d'investissement

Aucun commencement d'exécution du projet ne peut être opéré avant la date de réception de la demande de subvention

En cochant la case, le demandeur certifie que le projet n'a fait l'objet d'aucun commencement d'exécution à la date de dépôt de la présente demande (cf. article 5 du Décret n° 2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement). Lorsque le projet nécessite des études préalables ou l'acquisition de terrains, ces études ou cette acquisition ne constituent pas un commencement d'exécution.

Cochez la mention applicable

☐ Oui

☐ Non

À noter :

Votre dossier est enregistré automatiquement. Vous pouvez à tout moment fermer la fenêtre et reprendre plus tard là où vous en étiez.

Vous pourrez entrer en contact avec un instructeur des services de l'Etat après le dépôt de votre dossier.

Des pièces complémentaires pourront vous être demandées, ceci durant toute la phase d'instruction de votre dossier.